

La France est un pays civilisé. Ici, pour « maintenir l'ordre » on préfère mutiler à coups de grenades et de flashball que tuer, Zyed, Bouna, Lakamy, Moushin, ... Rémi sont pourtant morts. Morts de s'être soustrait à un contrôle. De ne pas avoir baissé la tête devant une police arrogante, forte de l'impunité que lui accorde l'état.

La police fait sa sale besogne, protéger un ordre absurde, suréquipée et disposant de véritables armes de guerres. Il fallait que le pire arrive et l'étonnant c'est qu'il ne soit pas arrivé plus tôt. L'un d'entre nous, Rémi Fraisse, est mort pour avoir donné corps à une manière de percevoir le monde, pour s'être opposé en acte à l'avancée du désert quand il aurait été confortable de rester chez soi. Que la pensée soit autre chose qu'une affaire privée et sans conséquence, qu'elle appelle des gestes et qu'elle s'incarne dans une manière de vivre, voilà ce que ne pourra jamais entendre la bêtise d'un petit notable socialiste pour qui il est « un petit peu bête et absurde de mourir pour ses idées ».

Du côté du gouvernement, la mort d'un homme est un problème qui doit se gérer pour éviter les remous. En occultant durablement les causes et les circonstances réelles de la mort. Les différentes versions savamment distillées suffiront à jeter le trouble. « Il aurait été trouvé par la police qui a tenté de lui porter secours, l'explosion pourrait même venir du contenu de son sac à dos, les problèmes de santé éventuels de la victime étant inconnus, il serait trop tôt pour se prononcer » Masquer donc le fait brut, obscène suivant : un stock considérable de grenades offensives et d'autres armes de guerre avaient été amenées dans des caisses et des fourgons pour cette occasion comme en d'autres. Ces armes ont été utilisées massivement comme prévu et un gendarme a balancé une de ces grenades militaires sur un manifestant totalement démuni et l'a tué sur le coup. Au final, dans une démocratie bien rodée, on y revient à cette vérité : l'état voudrait écraser ce qui lui échappe, ce qui reste en chacun nous de vivant, de rétif.

Pour que le peuple de gauche, ce fantôme du théâtre politique, ne s'y trompe pas, on prendra soin aussi de faire en sorte qu'aucun parti ou syndicat affilié n'appelle à des manifs ou rassemblements. La chose est entendue, pour la gauche on peut tuer un manifestant sans qu'il y ait matière à s'offusquer d'aucune manière.

C'est une chose entendu, le Parti de l'ordre espère, à toute force nous faire rentrer chez nous, il n'y a pas de retour à la normal, ce qu'il y a en revanche c'est la persistance d'un sentiment, la police doit être désarmée, par tout les moyens nécessaire. .

Chacun peut avoir prise sur la situation et agir à sa manière depuis là où il se trouve.

On peut occuper les lycées comme cela a lieu à Paris et à Marseille, organiser des assemblées dans les facs comme à Lyon, Rennes, Paris, murer des commissariats comme à Dijon, enfermer les flics dans leurs commissariats comme dans dans des petits villages en France, tous s'appeler Rémi Fraisse quand la police nous contrôle, occuper des places comme à Rouen, prendre la parole publiquement, descendre dans la rue et crier notre rage, l'écrire sur les murs comme cela est déjà arrivé les deux dernières semaines.

Refuser le système qui a produit cette mort et tant d'autres, refuser la peur qu'ils veulent imprimer dans nos ventres et refuser de rentrer chez nous, c'est la seule manière d'être conséquent. « Qu'ils dégagent » comme disaient les révolutions arabes après la mort de Mohammed Bouazizi.

Et pour cela le mouvement qui naît doit s'amplifier et se diversifier.

Il est beau de voir une ville se soulever contre sa police. »
Et les rires aussi, et les applaudissements, quand devra s'enfuir la police, à son tour presque poursuivie.

